

Trois scénarios crédibles pour le futur de « L'Avenir »

PRESSE Nethys rêve d'intégrer son groupe de presse dans la société VOO

- ▶ Jos Donvil est le nouveau patron de « L'Avenir ».
- ▶ Il doit décider au plus vite du destin du groupe de presse négligé par son actionnaire.

C'est officiel : Eric Schonbrodt n'est plus l'administrateur-délégué du groupe *L'Avenir* (comme annoncé par *Le Soir* ce dimanche). Son départ a été acté lundi, par le conseil d'administration des Editions de *L'Avenir* (EDA), filiale du groupe liégeois Publifin/Nethys. Il sera remplacé par Jos Donvil, qui cumulera ce poste avec la direction du pôle télécoms du groupe Nethys (porté par la marque VOO).

Ce départ est un signe supplémentaire d'une crise au sein de l'organe de presse. M. Schonbrodt parlait lui-même d'un « pourrissement » de la situation de la société, négligée par son actionnaire. « *L'Avenir des EDA me préoccupe* », confirmait le ministre des Médias, Jean-Claude Marcourt (PS), en décembre dernier. Aucune décision stratégique n'a en effet été approuvée par Nethys depuis le début de « l'affaire Publifin ». Et tant que la réflexion sur le nouveau périmètre d'activités de l'intercommunale liégeoise n'est pas bouclée, on voit mal comment le sort de *L'Avenir* pourrait évoluer.

Une chose est acquise : le statu quo n'est plus possible. « *Les EDA ne peuvent plus survivre sans économie d'échelle* », glisse un fin connaisseur de la société. Nous avons donc sondé le secteur pour voir quels étaient les scénarios les plus crédibles pour le futur de *L'Avenir*.

1 Intégration dans VOO. C'est le scénario défendu par la direction de Nethys : une véritable intégration des EDA dans la société VOO. « *Demain, la consommation des contenus se passera sur téléphone mobile. Détenir VOO représente donc un réel avantage pour dif-*

fuser les contenus », assure un cadre de Nethys. La nomination de Jos Donvil à la tête des deux entités confirme cette volonté de les rapprocher.

« *Ce n'est pas idiot. Ils détiennent un canal de distribution de contenus que les autres groupes n'ont pas*, admet un concurrent. *Mais cela ne règle en rien la situation actuelle de L'Avenir, qui perd de l'argent.* » D'autres se montrent plus sceptiques. « *Quelles sont les synergies qui ont été mises en place depuis l'acquisition en 2013 ? Au-delà du bla-bla ? Aucune !* », résume ce proche du dossier. « *La stratégie de Nethys est celle d'un opérateur télécoms, pas celle d'un éditeur de presse. Il n'existe aucun exemple qui permette de penser que cette intégration peut fonctionner. Et si elle ne fonctionne pas, c'est L'Avenir qui payera les pots cassés* », analyse François le Hodey, CEO du groupe IPM (*La Libre, La DH*).

Notons qu'une intégration de *L'Avenir* dans VOO rendrait la vente de VOO plus complexe (si Publifin décide de se séparer de cette activité, dans sa réorganisation à l'étude). Telenet ou Orange, potentiels repreneurs de VOO, n'ont en effet jamais montré d'intérêt pour la presse.

2 Synergies « à la Marcourt ». Pour permettre à la presse quotidienne francophone de réaliser des économies en conservant le pluralisme, le ministre Marcourt est plutôt partisan d'une mutualisation de certains coûts. « *Je reste persuadé que les éditeurs pourraient engager des négociations pour mutualiser certaines activités. Je pense notamment à la mutation numérique et à l'imprimerie.* » Ce qui n'est pas incompatible avec une intégration des EDA dans VOO.

Cette proposition enthousiasme certains. « *Partager les mêmes outils, c'est une évidence industrielle. En segmentant les journaux, on déforce toute la presse écrite, au bénéfice de ses vrais concurrents, les radios et télévisions* », avance un interlocuteur. « *L'identité d'un jour-*

nal, c'est sa rédaction. Tout le reste peut être partagé », ajoute un autre.

Mais tout le monde ne croit pas à cette grande idée de partage entre groupes de presse francophones. « *Politiquement, c'est sympathique. Mais ça ne marche que dans le monde des Bisounours. Dans la réalité, un groupe finit toujours par prendre la main sur l'autre.* »

3 Vendre à Rossel ou IPM. « *Trois groupes de presse sur un marché de 4 millions d'habitants, ça n'a pas de sens. Si on veut maintenir des offres éditoriales de qualité, il faut consolider* », lâche un ponton du secteur. Autrement dit, vendre les EDA à l'un de ses deux concurrents : Rossel ou IPM.

IPM est ouvertement intéressé. « *Je l'ai dit à Nethys, nous sommes en situation de pouvoir faire une offre compétitive* », dit François le Hodey (IPM). Mais les mauvaises langues affirment qu'IPM n'a pas les moyens de se payer

L'Avenir. En particulier face à Rossel.

Chez Rossel, justement, le CEO Bernard Marchant répète les propos déjà tenus en décembre. Si *L'Avenir* est à vendre, il « *regardera le dossier* ». Mais à ce stade, « *on ne discute pas de rachat* », la société n'étant pas à vendre. « *Le seul dossier qui fait l'objet de discussions entre L'Avenir, Nethys et Rossel est celui de l'imprimerie* (lire ci-dessous, NDLR). » Toutefois, une vente à Rossel poserait problème aux autorités de la concurrence, entend-on chez Nethys. Dans ce cas, Rossel détiendrait les trois quarts de la presse quotidienne francophone. « *Une bombe pour le pluralisme* », dénonce François le Hodey.

Enfin, une vente des EDA rapporterait aujourd'hui moins à Nethys que les 33 millions déboursés en 2013. Vendre, ce serait donc reconnaître que l'argent public n'a pas été bien investi. Difficile à assumer, politiquement... ■

XAVIER COUNASSE